

Zaventem, le 26 août 2020

Débat d'actualité à la Chambre sur les faits à l'aéroport de Charleroi, rien que des petits jeux politiques. Mais le SLFP Police veut plus que cela ...

Aujourd'hui, un débat d'actualité a eu lieu au sein des commissions parlementaires de l'intérieur et de la justice réunies sur les faits à l'aéroport de Charleroi, avec le décès malheureux d'une personne quelques jours plus tard.

Il faut tout d'abord constater qu'un tel cas n'est pas exceptionnel : un Polonais de 39 ans est décédé hier dans une cellule de police au commissariat de Bree, dans la zone de police de Carma. Une enquête sur les circonstances et une autopsie devraient apporter plus de clarté.

Le deuxième constat, c'est que nous n'avons entendu aucune solution concrète au cours du débat d'actualité aujourd'hui. En 2013, la commission permanente de la police locale (CPPL) a écrit aux ministres d'alors pour qu'une solution en cas de syndrome de délire agité (EDS) soit mise sur papier, en vain. Aujourd'hui, nous n'avons entendu que des questions sur qui a fait quoi, quand et pourquoi ; sur ce qu'il savait ou ne savait pas de ce qui s'était passé. Un débat aussi pauvre n'offre aucune solution pour les collègues du secteur régulièrement confrontés à ce genre de cas (voyez plus haut). Ce que semblent ne pas savoir les Députés, c'est que la mort de cette personne après avoir été détenue momentanément dans une cellule de l'aéroport de Charleroi était déjà sortie dans la presse il y a plus de deux ans. Alors oui, plusieurs personnes étaient effectivement au courant, ce qui ne signifie pas qu'elles étaient en position de diligenter une enquête quelconque.

Le SLFP Police souhaite être très clair : lors de la réunion du Comité Supérieur de Concertation du 2 septembre 2020, nous demandons une solution urgente et concrète pour les personnes présentant des caractéristiques d'un EDS ou d'une psychose. Nous sommes actuellement dans une situation de crise et les crises exigent des solutions rapides, pas de blabla politicien. **Les personnes présentant ces symptômes (ou similaires) ne relèvent pas d'une cellule de police mais ont besoin d'une assistance médicale urgente.**

A ce sujet, c'est la seule chose sensée que nous avons entendue dans le propos d'un Député socialiste ce matin sur BeRTL. Pour le reste de son intervention, ce n'étaient que généralités perfides par amalgame (ainsi, la LPA est une direction qui ne fonctionnerait pas bien, dont il faut se souvenir d'autres abus dans le passé) ou incongruités stupides (il doit exister à la police une technique de maîtrise et de soumission qui ne



crée aucun dommage, comme si le travail policier était une science exacte, tandis que nos actions - qui se veulent respectueuses de principes - doivent cependant tenir compte d'un contexte imposé, comme l'exiguïté d'une cellule). Ce genre de positionnement n'est pas digne d'un Représentant du Peuple, et fait énormément de mal au sein des policiers/policières.

Le SLFP Police veut aussi être très clair en évacuant les avis entendus d'experts autoproclamés : il n'existe actuellement aucune formation nationale pour le personnel de la police intégrée sur la façon de gérer un EDS. Pas un seul dossier de reconnaissance n'a été soumis au Comité Supérieur de Concertation, seul organe compétent.

Mais néanmoins, la solution est simple. Aux Pays-Bas, l'approche des personnes ayant un EDS existe depuis 2013, tant pour les services de police que pour le personnel médical. **Si aucune solution n'est proposée au personnel de police d'ici le 2 septembre, nous recommanderons à nos membres d'appliquer les directives des Pays-Bas (déjà actives depuis 2013 !). Il sera alors clair pour le SLFP Police et les collègues que nos responsables politiques ET policiers abandonnent les policiers/policières sur le terrain.**

Le SLFP Police continuera également d'insister sur la nécessité pour l'officier de police administrative (OPA) d'être plus présent sur le terrain, avec ses collègues face à l'évènement à gérer, afin, dans les cas où cela est nécessaire, de pouvoir prendre pleinement ses responsabilités.

Vincent **Gilles**
Président National
+32475304864

Vincent **Houssin**
Vice-Président National
+32485184952

